

Reportage — Numérique

Data centers : même les pro-Trump rejoignent la fronde aux États-Unis



Par [Théo Quintard](#)

16 septembre 2026 à 06h00

Mis à jour le 16 septembre 2026 à 15h51

Durée de lecture : 7 minutes

Aux États-Unis, la course à l'intelligence artificielle se heurte à une fronde contre les data centers qui rassemble démocrates et républicains. Aussi inédite qu'improbable, cette coalition pourrait rebattre les cartes lors des élections de mi-mandat.

San Antonio (États-Unis), correspondance

Mar-a-Lago, ses terrains verdoyants, son golf... et bientôt son data center ? À écouter

Donald Trump, sa luxueuse résidence floridienne aurait tout intérêt à accueillir l'un de ces centres de données sans âme ni charme, la nouvelle « *poule aux œufs d'or* » des États-Unis aux yeux du président républicain. À moins de deux mois des élections de mi-mandat (midterms), pourtant, les foyers de contestation se multiplient localement à mesure que pullulent ces immenses bâtiments nécessaires à l'essor de l'intelligence artificielle (IA). Entre réunions publiques parfois très tendues, pétitions et recours juridiques, la contestation prend plusieurs formes.

Des campagnes trumpistes aux bastions démocrates, cette mobilisation « *populaire décentralisée et rapide* » dépasse largement « *les clivages politiques et idéologiques* », sans pour autant qu'il y ait une « *organisation capable de coordonner le mouvement à l'échelle nationale* », observe la sociologue Nancy Whittier, spécialiste des mouvements sociaux et de leurs effets sur les politiques publiques et professeure au Smith College (Massachusetts).

Lire aussi : « Un bruit constant » : en Virginie, les riverains des data centers paient le prix fort de l'IA

Le rejet est désormais tel que les data centers suscitent davantage d'hostilité que les centrales nucléaires : 7 Étasuniens sur 10 s'opposeraient à l'installation d'un data center dans leur communauté, selon un sondage de Gallup publié en mai. Même si cette opposition transpartisane reste ancrée chez les démocrates, traditionnellement plus sensibles aux enjeux environnementaux, 63 % des républicains se disent eux aussi opposés à ces centres de données.

« Let Data Reign »

Chantre de l'IA et allié de la première heure des géants de la tech, Donald Trump ne cache pas son agacement face à cette fronde citoyenne. Comme à son habitude, il méprise ses opposants et les accuse de vouloir délibérément finir « *arriérés et pauvres* », tout en précisant que « *la Chine ne pourrait pas être plus heureuse de ce mouvement anticentres de données* ». « *Let Data Reign* [*“Vive le règne des data centers”*] », écrivait-il encore sur son réseau social Truth Social, fin août, convaincu qu'au pays de l'or noir, les data centers finiront par peser « *plus lourd que le pétrole* ».

D'après les calculs de *Reporterre* à partir de la base de données de Data Center Map, les États-Unis comptent près de 4 800 data centers en activité, plus que leurs 17 poursuivants réunis dans cette course mondiale aux data centers – la France en totalise 393, soit douze fois moins que son concurrent étasunien.

Lire aussi : PFAS, « chaleur fatale »... Un projet de data centers destinés à l'IA révolte des riverains

Mère au foyer de cinq enfants dans le comté très rural de Grant, en Indiana, Molly Earley, 49 ans, l'avoue sans fard : en novembre prochain, elle votera démocrate « *pour la première fois depuis dix ans* ». Alors qu'elle avait soutenu le milliardaire républicain lors des trois dernières élections présidentielles, elle est aujourd'hui persuadée que d'autres électeurs ruraux pourraient, à leur tour, s'éloigner du trumpisme Maga (Make America Great Again), voire « *basculer complètement vers le camp démocrate* ».

Les sorties à répétition de Donald Trump l'ulcèrent particulièrement et ne font que « *témoigner de son décalage avec l'Américain moyen* », peste-t-elle. « *Depuis que Donald Trump est arrivé au pouvoir, mon parti s'est laissé aller.* » Comme Molly Earley, près de 1 Étasunien sur 2 se dit

davantage susceptible de voter pour un candidat proposant un moratoire sur les data centers dans son État, selon un sondage publié en juillet par *Politico*. « *Peu de gens basculent radicalement de la droite vers la gauche mais ils commencent à percevoir une certaine pertinence dans les positions du camp adverse* », insiste Nancy Whittier.



Dans le comté de Loudoun, en Virginie, certains centres de données ont été construits à quelques pas des maisons. © Nastasia Peteuil / Reporterre

Une alliance improbable

Mi-juillet, l'État de New York est devenu le premier à adopter un moratoire sur les data centers consommant 50 mégawatts ou plus. Sous pression, d'autres États ont depuis infléchi leur position. Au Nebraska, le gouverneur républicain Jim Pillen a signé un décret supprimant les incitations fiscales accordées aux nouveaux data centers. Au Texas, son homologue, Greg Abbott, a suspendu l'avancée des nouveaux raccordements au réseau électrique, le temps de passer au crible plusieurs centaines de projets. Le collectif Data Center Watch recense au moins 75 projets de data centers bloqués ou retardés au premier trimestre 2026, soit autant que sur l'ensemble de l'année 2025.

À Independence (Missouri), McKenna Cobb, 31 ans, est elle aussi montée au front : cette mère de deux enfants, qui ne s'était jamais engagée politiquement, a lancé une procédure de révocation contre un élu

favorable à un projet de data center. Sa campagne a porté ses fruits : après avoir recueilli 1 000 signatures, près de 68 % des votants ont choisi de destituer John Perkins lors d'une élection partielle, début septembre.

Cette victoire électorale est aussi celle d'une alliance improbable. D'abord réticente à frapper aux portes ornées de pancartes Trump, elle a fini par sympathiser avec un couple de retraités républicains, au point de leur confier ses enfants quelques heures pour aller militer.

Lors de l'une de ces réunions, elle se souvient encore de cet homme portant un t-shirt « *Le socialisme est l'avenir* » discuter paisiblement avec un autre portant une casquette « *Maga* ». Sans occulter les profondes divergences entre les deux partis à l'échelle nationale, notamment sur l'avortement, l'immigration et les droits des minorités, cette mobilisation lui a tout de même permis de « *dédiaboliser l'autre camp* », souligne-t-elle. « *Car au niveau local, on veut tous la même chose : des routes entretenues, des lieux où nous retrouver, une eau de qualité et des factures d'électricité abordables.* »

Si les motivations divergent selon les sensibilités politiques, la hausse du coût de la vie (et notamment de l'électricité) fait consensus — une autre promesse de campagne non tenue par Donald Trump : depuis son retour à la Maison Blanche, les prix à la consommation ont augmenté d'environ 5 %.

Factures d'électricité intenables, risques de pénurie d'eau, nuisances sonores, accaparement des terres, défiance envers les géants de la tech et les élus locaux qui leur accordent permis et allègements fiscaux : cette impressionnante liste de griefs ne fait que nourrir la colère des différentes communautés touchées par le développement des data centers.

Une réelle rupture ?

Longtemps acceptés parce qu'ils rapportaient des taxes et créaient des emplois, les data centers sont devenus « une sorte d'incarnation des inquiétudes autour de l'IA », pointe Scott Brennen, directeur du Centre des politiques technologiques de l'université de New York (NYU). Il précise : « *Ce sont de gros blocs disgracieux qui matérialisent physiquement des problèmes qui, autrement, resteraient diffus et difficiles à cerner. Contrairement aux débats sur la réglementation de l'IA où le citoyen ordinaire a finalement peu de prise [l'encadrement des chatbots, les obligations de sécurité, etc.], les data centers s'implantent localement, là où les habitants peuvent se mobiliser et peser concrètement.* »

« En novembre, je voterai pour le bon candidat, qu'il soit démocrate ou républicain »

La plupart des habitants interrogés par *Reporterre* en veulent d'ailleurs davantage à leurs élus locaux qu'aux hyperscalers, ces

géants technologiques comme Amazon, Microsoft et Google qui exploitent d'immenses réseaux de data centers.

Les élus « *sont censés être nos protecteurs* » face à la voracité des géants de la tech et à leur soif de profits, mais alors qu'on « *leur agite un gros sac d'argent sous leur nez, ils s'aplatissent devant eux et oublient les personnes qu'ils sont censés aider et protéger* », fustige Kyle Schmidt, 44 ans, entrepreneur dans le bâtiment. Lui habite une zone rurale très conservatrice près de Sand Springs (Oklahoma), où un projet doit voir le jour à proximité de sa ferme familiale.

Celui qui se définit désormais comme un libertarien — favorable à un État minimal et à une forte protection des libertés individuelles — ressent un dégoût face au système politique et économique qu'il juge « *injuste* » depuis cette prolifération de data centers partout aux États-Unis. « *En novembre, je voterai pour le bon candidat démocrate ou pour le bon candidat républicain*, continue le président de la coalition d'habitants Protect Sand Spring Alliance. *Tout dépend vraiment de la personne : je suis beaucoup plus attentif à ce qu'ils proposent aujourd'hui qu'auparavant.* »

Après cet article

Reportage — Pollutions

« Un bruit constant » : en Virginie, les riverains des data centers paient le prix fort de l'IA

